



VAUD

Ados victimes de la prostitution

De plus en plus de mineur·es se retrouveraient piégé·es par des recruteurs opérant via les réseaux sociaux. Un phénomène en hausse, mais sous-documenté, s'inquiètent des parlementaires.

MARDI 7 OCTOBRE 2025 GILLES LABARTHE



Les réseaux sociaux sont en première ligne comme moyen de démarchage par les recruteurs pour capter des jeunes vendant des prestations sexuelles sous différentes formes, en toute discrétion. KEYSTONE

PRÉVENTION ► En France, le phénomène connaît une véritable explosion: la prostitution des mineur·es serait en augmentation de plus de 70% sur les cinq dernières années. Qu'en est-il en Suisse? Et notamment dans le canton de Vaud? Ces questions figuraient ce mardi à l'ordre du jour de la séance du Grand Conseil, à la suite d'une interpellation déposée par l'écologiste Nathalie Jaccard et un groupe de député·es.

«L'enjeu principal dans cette lutte est l'identification des situations et la quantification de son ampleur, dans la mesure où la prostitution se déroule dans la clandestinité», a souligné le Conseil d'Etat dans sa réponse à cette interpellation. La prostitution des mineur·es étant interdite par la loi, la plupart des acteurs impliqués tentent de passer sous les radars. Mais «les premiers cas de prostitution de mineur·es ont été détectés dans notre canton en 2018-2019 alors que d'autres pays, à l'image de la France, y faisaient face depuis plusieurs années», note encore le gouvernement.

Peu visible et multiforme

Hélas, les efforts visant à documenter la situation, la dénoncer et déployer des mesures de prévention appropriées se heurtent à toute une série des problèmes: «Les mineur·es concerné·e·s ne se considèrent majoritairement pas comme victimes et estiment plutôt avoir usé de leur liberté à faire ce qu'elles et ils veulent de leur corps. Ces jeunes ne parlent pas de leur vécu et ne portent pas plainte. Cette situation explique également pourquoi les associations actives dans le milieu de la prostitution et de la traite d'êtres humains sont rarement contactées par des mineur·es, ce qui participe à rendre cette réalité difficile à appréhender», lit-on encore.

Autres écueils: «La prostitution de mineur·es est peu visible, multiforme et donc complexe et difficilement chiffrable», poursuit le Conseil d'Etat, précisant qu'il «existe également une forme de prostitution appelée le 'michtonage', forme dans laquelle généralement des jeunes filles se livrent à des relations sexuelles dans le but de recevoir des produits de luxe». A cela s'ajoute un autre phénomène connu sous le nom de «loverboy»: les jeunes filles se retrouvent victimes dans ce qu'elles pensent être une relation amoureuse, mais avec un partenaire qui exerce son emprise jusqu'à les faire entrer dans la prostitution, par manipulation ou chantage affectif.

Via les réseaux sociaux

On sait toutefois que les réseaux sociaux sont en première ligne comme moyen de démarchage par les recruteurs pour capter des jeunes vendant des prestations sexuelles sous différentes formes, en toute discrétion. Ce *modus operandi* se retrouve dans plusieurs affaires pénales impliquant des proxénètes exploitant des mineur·es de nationalité suisse, aussi dans les pays voisins. Comme point de départ, très souvent, des annonces trompeuses sur internet, ciblant notamment des filles, attirées par la fausse promesse d'une vie facile, qui les inciterait à se mettre en danger.

L'opacité qui entoure ce genre de traite fait craindre un nombre de victimes bien supérieur à ce qui remonte aux associations et institutions

A Lausanne, l'association Astrée (Association de soutien aux victimes de traite et d'exploitation) gère depuis 2014 le dispositif de prise en charge des victimes de la traite des êtres humains. Angela Oriti, cofondatrice et directrice, rappelle qu'une des dernières jeunes filles prise en charge avait traversé un parcours similaire: piégée par l'annonce sur Instagram d'un recruteur qui lui avait promis des soirées festives et de l'argent facile, à Paris. La jeune victime, de nationalité suisse, s'est vite retrouvée prise dans les dures réalités d'un mécanisme qu'elle ne soupçonnait pas au départ: forcée de se prostituer jour après jour avec des inconnus. Avec un tarif horaire mais des entrées d'argent qu'elle devait remettre à son exploiteur. Soit une situation à l'inverse de la promesse initiale, «devenir financièrement indépendante», résume Angela Oriti.

Pour cette dernière, il ne s'agit de loin pas d'un cas isolé. L'opacité qui

entoure ce genre de traite des mineur·es fait craindre un nombre de victimes bien supérieur à ce qui remonte aux associations et institutions concernées sur le canton de Vaud. Des victimes adolescentes, vulnérables car souvent en situation de rupture avec le milieu scolaire et l'entourage familial. D'où la nécessité de poursuivre le travail de sensibilisation, entre autres auprès des foyers de la Direction générale de l'enfance et de la jeunesse (DGEJ), via les commissions cantonales et par des tables rondes contre la traite, coordonnées pour le canton de Vaud par le SPOP (Service de la population) et au niveau fédéral par le SETT (Service de coordination contre la traite des êtres humains et le trafic des migrants).

Astrée bénéficie du soutien de la Direction générale de la cohésion sociale de l'Etat de Vaud (DGCS), du Bureau de l'égalité entre femmes et hommes du canton de Vaud (BEFH) et de la police fédérale. Son action s'articule en quatre axes principaux: détection, hébergement, prise en charge des victimes et plaidoyer. Dans son dernier rapport d'activités, l'association rapporte que «sur le nombre total de victimes suivies par Astrée en 2024, 71 ont été contraintes à la prostitution», tous âges confondus. La DGEJ et la police cantonale estiment pour leur part «qu'une quarantaine de mineur·es vaudois·es, en grande majorité des jeunes filles, sont susceptibles de s'adonner à l'exercice de la prostitution. Il n'est toutefois pas possible d'établir des liens systématiques entre les fugues et une activité prostitutionnelle», conclut le Conseil d'Etat.

RÉGIONS VAUD GILLES LABARTHE PRÉVENTION PROSTITUTION

A lire également



VAUD

Aide à la presse: entre rêve et déception pour les journaux vaudois

DIMANCHE 19 OCTOBRE 2025 ATS



VAUD

Réduction des liaisons: deux pétitions pour exprimer la colère

VENDREDI 17 OCTOBRE 2025 ATS



VAUD

Triazole dans l'eau potable alimentée par le Léman: aucun risque

VENDREDI 17 OCTOBRE 2025 ATS



VAUD

Retour des bains d'hiver à Lausanne Bellerive

MERCREDI 15 OCTOBRE 2025 ATS

QUI SOMMES-NOUS?

Association éditrice

Équipe

Chartes

Soutenir Le Courrier

Contacts

[Politique de cookies \(UE\)](#)

PUBLICITÉ / PARTENARIATS

[Tarifs publicitaires](#)

[Partenariats](#)

[Naissances et Mortuaires](#)

[Formulaire Memento](#)

BOUTIQUE

[Don / Souscription](#)

ABONNEMENTS

[Abonnements](#)

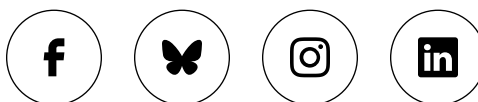
[Bon cadeau](#)

[Conditions générales de vente](#)

[Réductions de la Carte Côté Courrier](#)

[Application](#)

Suivez-nous



Créé par Onepixel & Wonderweb & EPIC